



Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples
43 boulevard de Magenta – 75 010 Paris
Tél. : 01 53 38 99 81 – Fax : 01 40 40 90 98 – direction@mrap.fr

Syrie : Stop à la barbarie
Non à une intervention armée, non la participation de la France
Solidarité avec les forces de paix et de démocratie

Il y a deux ans, encouragé par les Révolutions arabes, un soulèvement populaire, pacifiste exigeait la démocratie et plus de justice sociale en Syrie. Le régime syrien de Bachar El Assad a répondu par une répression féroce refusant toute possibilité de dialogue et provoquant une escalade sanglante.

Aujourd'hui, on assiste à une guerre civile épouvantable dans laquelle sont impliquées des puissances et des forces politiques diverses(notamment, l'Arabie-Saoudite, Etats Unis, Hezbollah, Iran, Qatar, Russie, Turquie...)

Le bilan en est effroyable pour le peuple syrien : plus de 100 000 morts, 2 millions de réfugiés, 4 millions de déplacés de l'intérieur dont la moitié sont des enfants, un pays dévasté.

L'utilisation d'armes chimiques dans un quartier de Damas, en violation de la Convention Internationale de 1925 contre les armes chimiques, le 21 août 2013, a fait franchir à la Syrie un nouveau pallier dans l'horreur.

Le MRAP condamne avec la plus grande fermeté la répression barbare menée par le régime de Bachar El Assad et assure les démocrates syriens de son entière solidarité.

Aujourd'hui, seuls la France et les Etats Unis envisagent une intervention militaire pour "punir" le régime syrien. Le MRAP affirme son opposition à cette intervention. Le MRAP déplore la paralysie de l'ONU, notamment par le droit de veto au Conseil de Sécurité.

Une telle intervention militaire, outre qu'elle se situerait de ce fait, en dehors de la légalité internationale, ferait également courir le risque d'une nouvelle escalade de la violence, d'un embrasement régional favorisant un recours sans limite aux armes de destruction massive, notamment chimiques. Ajouter la guerre à la guerre serait la pire des solutions.

Contrairement à ce que l'on veut faire croire à l'opinion publique, le choix n'est pas entre une intervention militaire dont on a vu les conséquences en Afghanistan, en Irak, en Lybie et le silence passif face aux atrocités commises.

Le MRAP estime qu'il n'y a pas d'autre voie qu'une solution politique. Des pressions diplomatiques vigoureuses et des sanctions économiques et politiques doivent s'exercer sur le régime syrien et ses alliés pour obtenir un cessez le feu et la mise en œuvre d'une transition démocratique.

Dans l'immédiat "la communauté internationale" doit organiser de toute urgence l'aide aux populations réfugiées.

Le MRAP demande la saisine du Tribunal international pour les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis. Il réclame l'application pleine et entière de la Charte des Nations Unies qui passe par une réforme fondamentale du Conseil de Sécurité et la suppression du droit de veto des membres permanents .

Paris le 7 septembre 2013